

80 postes menacés chez Verallia à Cognac, les politiques montent au créneau

Les élus réagissent à la suppression de 80 emplois dans l'usine verrière qui devrait perdre l'un de ses trois fours. La députée LREM Sandra Marsaud veut des explications. Candidats aux élections municipales à Cognac, Jonathan Muñoz et Morgan Berger exposent leur indignation.

Calme plat devant l'usine Verallia, ce week-end, à Châteaubernard. À l'intérieur, la CGT a commencé à réguler des débrayages par tranches de quatre heures par équipe, première réaction au coup dur encaissé vendredi dernier. La direction de Verallia a annoncé la suppression de 130 emplois en France, sur 2 500, dont 80 pour le seul site cognaçais, qui perdrait l'un de ses trois fours. Dans un contexte de baisse de la consommation des « vins tranquilles », accentué par la crise sanitaire, le groupe verrier opte pour la « non-reconstruction » de ce four en fin de vie.

« Ce n'est pas une bonne nouvelle. 80 emplois menacés, on ne peut pas rester sans rien faire », réagit Sandra Marsaud. La députée LREM de Cognac s'est entretenue ce dimanche matin avec Dominique Spinali, salarié à Cognac et délégué syndical central CGT pour Verallia en France. « J'avais besoin de faire le point avec lui, avant d'engager d'autres démarches. »

Quel rôle a joué la BPI ?

Sandra Marsaud a sollicité un entretien avec le directeur général de Verallia en France, Olivier Rousseau, qui a donné son accord. L'échange devrait avoir lieu dans la semaine, en incluant le président de l'Agglo de Grand-Cognac, Jérôme Sourisseau, et le maire de Châteaubernard, Pierre-Yves Briand. « J'ai tout de suite alerté le cabinet du ministre Bruno Le Maire, qui a réagi immédiatement. Ils n'avaient pas eu les informations en amont », ajoute la députée.

LA RÉDACTION VOUS CONSEILLE

- **La Rochelle : la frégate russe mise au régime sec**
- **Municipales à Saintes : pour Rémy Catrou, l'urgence est sociale**

Il y a notamment un point à éclaircir, qui chiffonne fortement la CGT. Verallia a été racheté en 2015 par un fonds de pension américain, Apollo, qui détient 55% des parts. Avec 7% des actions, la Banque publique d'investissement (BPI), présidée par la Caisse des dépôts, devait permettre à l'État de garder un œil de l'intérieur sur le groupe. La BPI s'est-elle opposée à la stratégie de Verallia, que la CGT qualifie de purement « financière » ?

Sandra Marsaud s'interroge aussi sur cette décision, « à l'heure de l'économie circulaire. Le verre en France a quand même un avenir ». Dans un entretien au magazine « Le Revenu », publié le 10 mai dernier, le Pdg de Verallia, Michel Giannuzzi, souligne lui-même cette dynamique.

« La croissance du verre comme matériau d'emballage se situe aujourd'hui à environ 2% par an hors situation de crise, contre 0,7% sur la période 2012-2014. Le verre est de plus en plus prisé pour ses qualités environnementales, car il est recyclable à l'infini. »

Moyenne d'âge de 44 ans

La CGT déplore l'importation de bouteilles fabriquées en Espagne, au détriment de Cognac. L'affaire est mal engagée pour le four dédié aux bouteilles dites « bordelaises ». Si son abandon se confirme, la CGT réclame une négociation d'accord majoritaire, alors que Verallia souhaite aujourd'hui passer par le cadre du Comité social et économique (CSE). Sandra Marsaud appuie cette démarche, d'autant plus que le nombre de salariés en position de partir en retraite anticipée ne serait que d'une vingtaine à Cognac, où la moyenne d'âge est de 44 ans.

Une « insupportable rengaine » pour Berger, un « drame » pour Muñoz

Deux candidats aux élections municipales à Cognac ont réagi spontanément sur les réseaux sociaux. Lui-même petit-fils de verrier, Jonathan Muñoz (divers gauche) est intervenu dès vendredi soir. « Derrière cette entreprise, ce sont surtout des ouvriers, du personnel qualifié. C'est ici à Cognac, souvent des histoires familiales, tellement cette entreprise est ancrée dans notre territoire. Mais demain, ce sera sûrement un drame pour ces 80 salariés, pour le territoire. »

Samedi à 14 h 28, Morgan Berger (divers droite) a publié un billet fustigeant « l'insupportable rengaine », pointant la construction par Verallia de deux fours en Italie et en Espagne. « Il apparaît clairement que depuis un petit moment, les dirigeants préparaient l'arrêt du four de Cognac, entraînant la suppression des emplois et la fermeture de capacité de production en France pour les transférer dans les pays voisins. »

"Il devient de gauche", ironise Jonathan Muñoz, qui se dit "étonné" par la teneur de ce discours. "Je pense avoir fait partie de tous les combats de défense des entreprises et des salariés. Je ne cherche pas à faire de la récupération politique. Derrière, il y a de la casse sociale". Jonathan Muñoz assure qu'il jouera des leviers à sa portée, à savoir son mandat de conseiller régional, pour tenter de défendre le site cognaçais.

Non présente dans la course à l'élection municipale, l'équipe "éco-citoyenne" Notre territoire en commun commente également la situation dans un billet publié sur son site internet. "Nous tenons à affirmer fermement, solidairement et activement notre soutien total à la juste lutte qui se met en place avec l'ensemble des travailleurs de Verallia."